

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

## TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> <li>● 1 à 12 pages..... 200 F</li> <li>● 16 A28 pages ..... 600F</li> <li>● 32 à 44 pages ..... 1000 F</li> <li>● 48 a 60 pages ..... 1500 F</li> <li>● Plus de 60 pages ..... 2 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● TOGO..... 20 000 F</li> <li>● AFRIQUE..... 28 000 F</li> <li>● HORS AFRIQUE ..... 40 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F</li> <li>● Avis de perte de titre foncier (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> insertions)..... 10 000 F</li> <li>● Avis d'immatriculation ..... 10 000 F</li> <li>● Certification du JO ..... 500 F</li> </ul>

*NB. Le paiement a l'avance est la seule garantie pour être bien servi.*

*Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser 6 L'EDITOGO Tél : (228) 221-37-1W221-61-07/08 Fax (228) 222114-89 - BP 891 - LOME*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS  
ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

#### 2009

12 aoQt - Décret n°2009-170/PR portant nomination a titre fictif au grade de Général de Division dans les Forces Armées Togolaises.....	2
12 aoQt- Decret n°2009-171/ PR portant nomination d'un Directeur de l'enseignement supérieur.....	2
12 août -- Décret n°2009-172/PR portant nomination.....	2
12 aoQt- Décret n° 2009-173 / PR portant creation du Bureau du représentant personnel du Président de la République (SHERPA) au Conseil permanent de l'organisation Internationale de la Francophonie (OIF).....	3
12 août - Décret n°2009-174/PR portant création de juridictions.....	4

12 août - Decret n°2009-175/PR portant établissement d'un inventaire général du patrimoine culturel du Togo.....	5
12 aoQt- Décret n°2009-176/PR autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de rehabilitation et de modernisation des routes nationales n°3 (Atlao-Sanvee-Condji Frontiere Benin - 52,5KM).....	6
12 aoQt- Décret n°2009-177/PR accordant un permis a grande échelle a la societe West African Cement (WACEM) pour l'exploitation sur la Zone B du gisement de calcaires de Tabligbo, prefecture de Yoto.....	8
12 aoQt- Décret n°2009-178/PR accordant un permis a grande echelle a la societe SCANTOGO-MINES S.A pour l'exploitation sur la Zone A du gisement de calcaires de Tabligbo, préfecture de Yoto.....	10

### ARRETE

13 aoQt - Arrêté n°038/09/MME/SG/DGMG/DRGM portant attribution d'un permis de recherche sur le diamant et minéraux associés a Adomi-Abra, prefecture de Wawa, a la société « Idman Corporation ».....	11
---	----

### PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS  
ARRETES ET DECISIONS  
DECRETS

**DECRET N° 2009-170 /PR du 12 août 2009 portant nomination à titre fictif au grade de Général de Division dans les Forces Armées Togolaises**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Premier ministre ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi N° 2007-010 du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant statut général des personnels militaires des forces armées togolaises, notamment ses articles 49 et 50 ;

Vu le décret N° 2008-121/PR du 15 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Le conseil des ministres entendu ;

**DECRETE :**

Article premier - Le Général de Brigade BERENA Gnakoudè, Officier général des Forces Armées Togolaises est nommé à titre fictif au grade de Général de division, pour compter du 1<sup>er</sup> août 2009. Cette nomination répond aux conditions de candidature au poste de commandant de la Force de l'ONUCI.

Art. 2 - Le port de ce grade n'est valable que pour la durée de la mission. Son retrait se fera à l'issue de celle-ci conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi susvisée.

Art. 3 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le président de la République  
Faure **Essozimna** GNASSINGBE

Le Premier ministre  
Gilbert **Fossoun** HOUNGBO

**DECRET N° 2009-171 /PR du 12 août 2009 portant nomination d'un directeur de l'enseignement supérieur**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'État et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier - Monsieur TOYI ASSIH, n°mle 036064-J, professeur titulaire en service à la Faculté des sciences de l'Université de Lomé, est nommé directeur de l'enseignement supérieur.

Art. 2 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent décret.

Art. 3 - Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le président de la République  
Faure **Essozimna** GNASSINGBE

Le Premier ministre  
Gilbert **Fossoun** HOUNGBO

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
**Messan** Adimado ADUAYOM

**DECRET N° 2009-172 / PR du 12 août 2009 portant nomination**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition de la ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes âgées,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation de départements ministériels ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

**Article premier :** Monsieur **KPOGO Yao Enyonam**, n° mle 040399-R, Ingenieur agronome principal 3<sup>e</sup> echelon, est nommé Directeur general du developpement social.

**Art. 2 :** La ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées, est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 août 2009  
Le Président de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

La ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la femme, de la Protection de l'enfant et des Personnes âgées

**Mémounatou IBRAHIMA**

**DECRET N° 2009 – 173 / PR du 12 Août 2009 portant création du Bureau du représentant personnel du Président de la République (SHERPA) au Conseil permanent de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 07 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup> - CREATION ET ATTRIBUTIONS

**Article premier -** Il est institué sous l'autorité du chef de l'Etat un bureau du représentant personnel du président de la République auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

**Art. 2 -** Le bureau du représentant personnel du président de la République auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie est dirigé par une personnalité appelée « Sherpa », nommée par décret.

**Art. 3 -** Le Sherpa est le coordonnateur des activités du bureau. A ce titre, il a pour attributions :

- de préparer les Sommets de la Francophonie ;
- d'assurer la participation de notre pays à toutes les instances du Conseil Permanent de la Francophonie ;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions du Conseil Permanent de la Francophonie ;
- de représenter le Togo dans les différentes commissions et dans les plénières du conseil Permanent de la Francophonie ;
- de donner son avis sur les programmes et activités en matière de Francophonie ;
- de rendre compte au président de la République des préparatifs et des résolutions des sessions ;
- d'élaborer un programme annuel d'activités s'appuyant sur un chronogramme et un budget prévisionnel.

#### CHAPITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

**Art. 4 -** Le bureau du représentant personnel du président de la République auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie comprend outre le représentant personnel :

- une cellule technique ;
- un secrétariat administratif.

**Art. 5** - La cellule technique est chargée, du suivi des dossiers de tous les ministères en lien avec les instances de la Francophonie (CONFEMEN, CONFEJES, AUF, TV5 Monde, AIMF, APF, Université Senghor) et les CLACS.

**Art. 6** - Sous l'autorité du représentant personnel, le secrétariat administratif est chargé de :

- l'élaboration et de l'exécution du budget du bureau du Sherpa ;
- l'acquisition et de la gestion du matériel ;
- l'entretien des locaux du bureau du Sherpa ;
- la recherche, avec l'accord du Sherpa, des financements pour conduire les activités du bureau ;
- l'élaboration des rapports financiers périodiques ;
- la tenue de la comptabilité du bureau ;
- la gestion des questions administratives et de la carrière du personnel.

**Art. 7** - Le représentant personnel du chef de l'Etat organise des réunions de coordination avec les ministres concernés par les projets initiés par l'OIF. Il peut faire appel à toute personne physique ou morale dont les compétences et les qualités sont jugées utiles pour une meilleure étude de dossiers spécifiques.

**Art. 8** - Les frais de fonctionnement du bureau sont couverts par le budget général de l'Etat.

### CHAPITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**Art. 9** - Le chef de la cellule technique et le secrétaire administratif sont nommés par arrêté du Président de la République sur proposition du Sherpa.

**Art. 10** - Le représentant personnel du chef de l'Etat peut faire appel aux services de la Commission Nationale de la Francophonie et du ministère des Affaires étrangères de même qu'aux cadres de la présidence de la République, après en avoir rendu compte au chef de l'Etat, ou de tout autre service dans le cadre de l'exercice de ses attributions.

**Art. 11** - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le président de la République  
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre  
Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine  
Koffi ESAW

Le ministre de l'Economie et des Finances  
Adjil Otéth AYASSOR

### DECRET N° 2009-174 / PR du 12 août 2009 portant création de juridictions

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice chargé des relations avec les institutions de la République,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 07 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 07 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble avec les textes qui l'ont modifié ;

Vu le programme national de modernisation de la justice adopté par le conseil des ministres le 19 octobre 2005 comme politique sectorielle de la justice au Togo ;

Le conseil des ministres entendu ;

### DECRETE :

**Article premier** - Il est créé des tribunaux de première instance de troisième classe dans les chef-lieux de préfecture suivants :

- Agou, chef-lieu de la préfecture d'Agou ;
- Danyi Apéyéme, chef-lieu de la préfecture de Dayes ;
- Elavagnon, chef-lieu de la préfecture de l'Est-Mono ;
- Tandjouaré, chef-lieu de la préfecture de Tandjouaré.

**Art. 2** - Le ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales et le Garde des

Sceaux, **ministre** de la Justice **chargé** des Relations avec les Institutions de la **République** sont **chargés**, **chacun** en ce qui le concerne, de **l'exécution** du **présent** ddcet qui sera **publié** au Journal **officiel** de la **République** togolaise.

Fait ti Lomé, le 12 Août 2009

Le president de la Rdpublique  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

Le **ministre** d'Etat, **ministre** de l'**Administration territoriale**, de la **Décentralisation** des **Collectivités** locales, Porte-parole du Gouvernement  
**Pascal Akoussouldlou BODJONA**

Le Garde des Sceaux, **ministre** de la Justice **chargé** des Relations avec les Institutions de la Rdpublique  
**Biossey Kokou TOZOUN**

**DECRET N° 2009-175 /PR du 12 août 2009 portant établissement d'un inventaire général du patrimoine culturel du Togo**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du **ministre** de la Communication et de la Culture,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 90-24 du 23 novembre 1990 relative a la protection du patrimoine culturel national ;

Vu le ddcet n° 91-94 du 11 août 1991 portant organisation de la Commission Nationale du Patrimoine Culturel (CNPC) ;

Vu le decret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des **départements ministériels** ;

Vu le **décret** n° 2008-121/PR du 07 septembre 2008 portant nomination du Premier **ministre** ;

Vu le **décret** n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les **textes** qui l'ont **modifié** ;

Le **conseil** des **ministres** entendu ,

DECRETE :

**Article premier** - Il est **dressé** un **inventaire général** du patrimoine culturel du Togo. Cet **inventaire recense** l'ensemble du patrimoine culturel **matériel** et **immatériel** **présentant** un **intérêt** historique, archdologique, culturel, **éducatif** ou scientifique.

**Art. 2 - a) Sont classés dans la catégorie du patrimoine culturel materiel :**

**Les monuments** : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture, monumentales, dlements ou structures de **caractère** archdologique, inscriptions, grottes et groupes **d'éléments** qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de we de l'histoire, de l'art ou de la science ;

**Les ensembles** : groupes de constructions isoldes ou reunies qui, en raison de leur architecture, de **leur** unit6 ou de leur **intégration** dans le **paysage**, ont une valeur universelle **exceptionnelle** du point de we de l'histoire, de **l'art** ou de la science ;

**Les sites** : **œuvres** de **l'homme** ou oeuvres conjugudes de l'homme et de la nature, ainsi que les zones, y compris les sites archeologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, **esthétique**, ethnologique ou ethnographique.

**b) Sont classes dans la catdgorie du patrimoine culturel immatdriel :**

- les traditions et expressions orales, **notamment** la langue **comme** vecteur du patrimoine culturel **immatériel** ;
- les arts du spectacle ;
- les pratiques sociales, les **rituels** et **événements festifs** ;
- les **connaissances** et pratiques concernant la nature et **l'univers** ;
- les savoir-faire **liés** à **l'artisanat traditionnel**.

**Art. 3** - Pour chaque dldment du patrimoine culturel, un travail scientifique, de description, **d'analyse** et de relevd sera **dressé**. Ce travail est conduit par des experts nationaux et, au **besoin**, **internationaux** et **doit permettre** la conservation, la rehabilitation, l'archivage et **l'exploitation** de ce patrimoine.

**Art. 4** - Les travaux **d'inventaire** sont **réalisés** à **partir** de l'ensemble des **études** et archives disponibles dans les administrations competentes.

**Art. 5** - La **réalisation** de cet inventaire, qui sera **étalé** sur deux (2) ans, est **coordonnée** par la Commission Nationale du Patrimoine

**Culturel** (CNPC) qui **arrête** la shatdgie d'execution et le budget a soumettre à l'Etat sous l'autorité de son **président**.

La commission nationale du **patrimoine** culturel **établit**, a la **fin** de chaque **année**, un rapport financier **adressé** au **ministre** de l'**économie** et des finances.

Le **ministre chargé** de la Culture, président de la commission nationale du patrimoine culturel, **remettra** au gouvernement un rapport complet sur l'inventaire avant sa restitution aux populations.

**Art. 6 - Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration** territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Porte-parole du Gouvernement, **le ministre de l'Urbanisme** et de l'**Habitat**, **le ministre de l'Economie** et des Finances, **le ministre de la Coopération**, du **Développement** et de l'**Aménagement** du territoire, **le ministre de l'Enseignement supérieur** et de la Recherche, **le ministre de l'Environnement** et des Ressources forestières et **le ministre de la Communication** et de la Culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera **publié** au Journal **officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le **président** de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le **Premier ministre**  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

Le **ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale**, de la Décentralisation des Collectivités locales, Porte-parole du Gouvernement  
**Pascal Akoussoulélou BODJONA**

Le **ministre de l'Urbanisme** et de l'**Habitat**  
**Issifou OKOULOU-KANTCHATI**

Le **ministre de l'Economie** et des Finances  
**Adji Otèth AYASSOR**

Le **ministre de la Coopération**, du **Développement** et de l'**Aménagement** du territoire  
**Gilbert BAWARA**

Le **ministre de l'Enseignement supérieur** et de la Recherche  
**Messan Adimado ADUAYOM**

Le **ministre de l'Environnement** et des Ressources forestières  
**Kossivi AYIKOE**

Le **ministre de la Communication** et de la Culture  
**Oulégh KEYEWA**

**DECRET N° 2009-176 PR du 12 août 2009 autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de réhabilitation et de modernisation des routes nationales n° 2 et n° 3 (AFLAO - SANVEE-CONDJI FRONTIERE BENIN - 52,5 KM)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du **ministre de l'Economie** et des Finances et du **ministre des Travaux publics** et des Transports,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'**ordonnance n° 12** du 6 février 1974 portant réforme agofoncikre ;

Vu le décret n° 45-2016 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 rkglementant au Togo l'exploitation pour cause d'**utilité publique** ;

Vu le **décret n° 55-581** du 20 mai 1955 portant réorganisation de la **propriété foncikre** et domaniale ;

Vu le **décret n° 2007-011/PR** du 28 février 2007 portant attribution et organisation de la direction **générale des impôts** ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des **ministres d'Etat** et **ministres** ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du **Premier ministre** ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont **modifié** ;

Le conseil des ministres entendu ,

**DECRETE :**

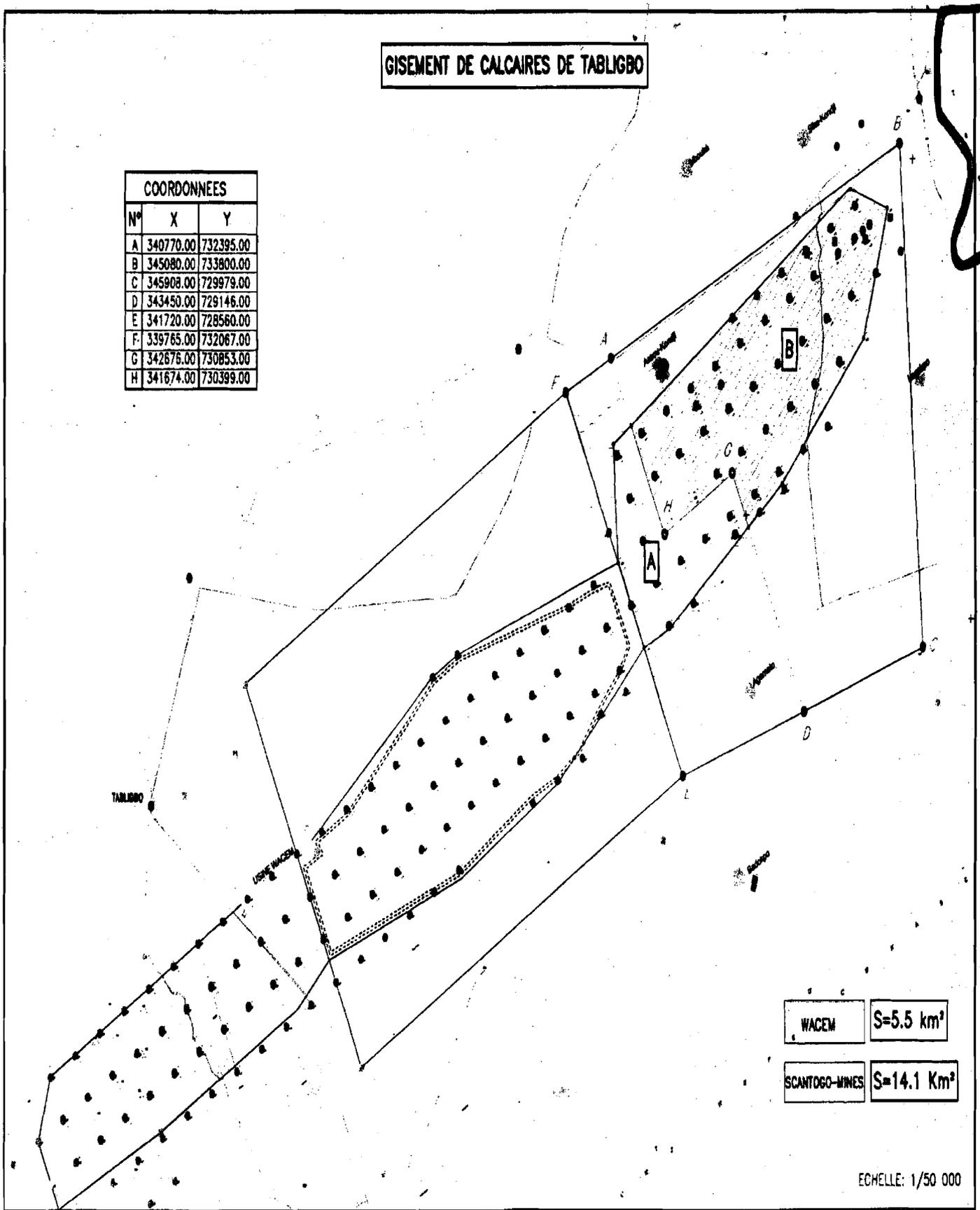
**Article premier** - Sont autorisés et **déclarés d'utilité publique**, les travaux de réhabilitation et de modernisation des routes nationales n° 2 et n° 3 AFLAO - SANVEE-CONDJI FRONTIERE BENIN - 52,5 km les travaux de réhabilitation portant sur les tronçons Aflao - Rond point port (9,200 km), Rond point - Avepozo (10,300 km) et Aného-Sanvee-Condji Frontière BENIN (7,760 km).

**Art. 2 - Les opérations** relatives à cette réhabilitation et modernisation comprennent :

- les travaux de recyclage de la chaussée existante ;
- l'exécution d'une nouvelle couche de fondation en sable silteux stabilisé au ciment pour l'élargissement de la couche de base en grave concassée et d'un revêtement en béton bitumineux ;
- l'aménagement des ouvrages d'assainissement et de drainage, de parking, de zones d'arrêt et de stationnement et des principaux

**GISEMENT DE CALCAIRES DE TABLIGBO**

COORDONNEES		
N°	X	Y
A	340770.00	732395.00
B	345080.00	733800.00
C	345908.00	729979.00
D	343450.00	729146.00
E	341720.00	728560.00
F	339785.00	732067.00
G	342676.00	730853.00
H	341674.00	730399.00



WACEM S=5.5 km²

SCANTOGO-WINES S=14.1 Km²

ECHELLE: 1/50 000

carrefours ;  
 - la signalisation et la **sécurité routière** ainsi que l'**éclairage** public ;  
 - les opérations de déplacement et de recasement des populations habitant les zones comprises dans une emprise de **vingt cinq (25) mètres** de part et d'autre de la **chaussée**.

**Art. 3** - Le **ministre** de l'**Economie** et des Finances est **autorisé** à **mettre en œuvre** la procédure d'expropriation

**Art. 4** - Le **ministre** de l'**Economie** et des Finances et le **ministre** des Travaux publics et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret **qui sera publié** au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 août 2009

Le **président** de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le **Premier ministre**  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

Le **ministre** de l'**Economie** et des Finances  
**Adjil Otèth AYASSOR**

Le **ministre** des Travaux publics et des Transports  
**Comla KADJE**

**DECRET N° 2009-177 PR du 12 août 2009 accordant un permis à grande échelle à la société West African Cement (WACEM) pour l'exploitation sur la Zone B du gisement de calcaires de Tabligbo, préfecture de Yoto**

LE **PRESIDENT** DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du **ministre** des Mines et de l'**Energie**,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise **modifiée** par la loi n° 2003-012/PR du 14 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du **Premier ministre** ;

Vu le **décret** n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les **textes** qui l'ont **modifié** ;

Vu la convention d'investissement **signée** entre la République togolaise et **WACEM** en 1996 ;

Vu la **lettre** n° 08/PDG/WACEM/09 du 14 **janvier** 2009 et le **courrier** du 30 juin 2009 de la **société** West African Cements (**WACEM**) ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE:** .

**Article premier** - Un **permis** d'exploitation à grande **échelle** du gisement de calcaires de **Tabligbo** préfecture de **Yoto** **couvrant le périmètre** indiqué à l'**article** 3 cidessous, **est accordé** à la **société WACEM** pour son exploitation dans le but de **fabriquer** du clinker, **matière première** pour la production de ciment ;

**Art. 2** - Le **permis** d'exploitation à grande échelle **ainsi accordé** correspond à **environ** 25 millions de **tonnes** de calcaires et couvre une **superficie totale** de cinq virgule **cinquante (5,50) km<sup>2</sup>**.

**Art. 3** - Sur le plan joint en **annexe**, le **périmètre** couvert par le **permis** d'exploitation, a la **forme** d'un polygone **irrégulier** dont les sommets sont **constitués** par les points A, H, **G**, D, E et F **définis** par les coordonnées GPS suivantes :

Sommet	X	Y
A	340770,00	732395,00
H	341674,00	730399,00
G	342676,00	730853,00
D	343450,00	729146,00
E	341720,00	728560,00
F	339765,00	732067,00

**Art. 4** - Les sommets du **périmètre** du **permis** seront **matérialisés** sur le terrain par des bornes en **maçonnerie** portant des inscriptions d'identification dont les textes seront **définis** d'accord **partie**.

**Art. 5** - Le **permis** d'exploitation à grande échelle est valable pour une **durée** de **vingt (20) ans** à compter de la publication du **présent décret**.

**Art. 6** - La **société WACEM** est tenue de **réaliser** les travaux d'exploitation **conformément** aux dispositions du code **minier**, du code de l'**environnement** et dans le cadre d'une convention d'investissement **révisée** et approuvée en **conseil** des ministres. Un accent particulier **doit être** mis dans la convention d'investissement sur les solutions aux **problèmes** liés à la coexistence entre **WACEM** et les populations de la zone **minière**.

notamment le dddommagement lors de l'installation des ouvrages et de l'expropriation des terres cultivables, le dédommagement des dégâts occasionnés par l'utilisation des explosifs par WACEM, les conditions d'utilisation de la main d'oeuvre locale, les modalités de participation de WACEM à l'amélioration des conditions de vie de la population (santé, scolarité etc.) et au dveloppement socio-économique de la zone.

**Art. 7 -** La société WACEM a l'obligation de satisfaire en priorité la demande du marché national de clinker.

**Art. 8 -** La société WACEM pourra entreprendre des travaux de recherche autour du périmètre de son permis dans le but de déterminer l'extension du gisement pour sa meilleure exploitation. Toutefois, elle devra obtenir une autorisation avant le début des recherches et ne pourra empidter sur les domaines des autres exploitations minières voisines. Les rdsultats des recherches demeurent propriété de l'Etat.

**Art. 9 -** Pour le meilleur suivi de l'exploitation des reserves contenus dans le permis accordé, la societe WACEM est tenue de soumettre régulièrement, au ministre chargé des Mines, des

rapports trimestriel et annuel, notamment sur le plan d'exploitation du gisement et la production de clinker.

**Art. 10 -** Le permis d'exploitation accordé constitue un droit mobilier indivisible et non amodiable. Il est cependant cessible transmissible et susceptible d'hypothèque sous réserve d'une autorisation préalable du conseil des ministres.

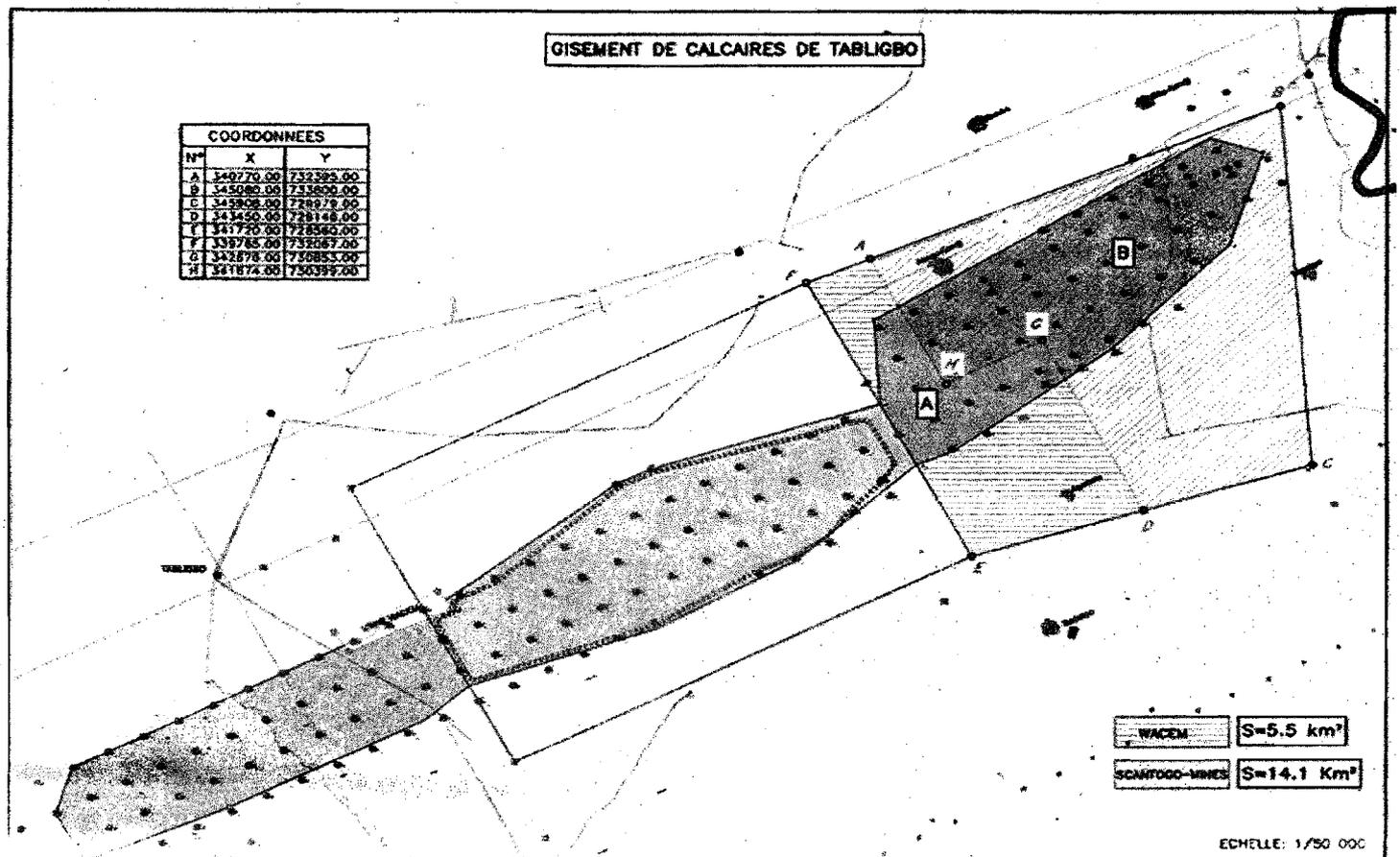
**Art. 11 -** Le ministre des Mines et de l'Energie est chargé de l'exécution du prdsent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le prdsident de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

Le ministre des Mines et de l'Energie  
**Dammipi NOUPOKOU**



**DECRET N° 2009-178 /PR du 12 Août 2009 accordant un permis à grande échelle à la société SCANTOGO-MINES S.A. pour l'exploitation sur la Zone A du gisement de calcaires de Tabligbo, préfecture de Yoto**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du ministre des Mines et de l'Energie,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise modifiée par la loi n° 2003-012/PR du 14 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la demande en date du 29 février 2008 de la société SCANCEM INTERNATIONAL ANS et de la confirmation de la demande de permis d'exploitation en date du 14 mai 2008 du Groupe HeidelbergCement Africa ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier - Un permis d'exploitation à grande échelle du gisement de calcaires de Tabligbo, préfecture de Yoto, couvrant le périmètre indiqué à l'article 3 ci-dessous est accordé à la société SCANTOGO-MINES S.A. pour son exploitation dans le but de fabriquer du clinker, matière première pour la production de ciment.

Art. 2 - Le permis d'exploitation à grande échelle ainsi accordé correspond à environ 50 millions de tonnes de calcaires et couvre une superficie totale de quatorze virgule dix (14,10) km<sup>2</sup>.

Art. 3 - Sur le plan joint en annexe, le périmètre couvert par le permis d'exploitation, a la forme d'un polygone irrégulier dont les sommets sont constitués par les points A, R, C, D, G et H définis par les coordonnées GPS suivantes :

Sommet	X	Y
A	340770,00	732395,00
B	345080,00	735800,00
C	345908,00	729979,00

D	343450,00	729246,00
G	342676,00	730853,00
H	341674,00	730399,00

Art. 4 - Les sommets du périmètre du permis sont matérialisés sur le terrain par des bornes en maçonnerie portant des inscriptions d'identification dont les textes seront définis d'accord partie.

Art. 5 - Le permis d'exploitation à grande échelle est valable pour une durée de vingt (20) ans à compter de la publication du présent décret.

Art. 6 - La société SCANTOGO-MINES SA est tenue de réaliser les travaux d'exploitation conformément aux dispositions du code minier, du code de l'environnement et dans le cadre de la convention d'investissement prévue à l'article 10 ci-dessous. Un accent particulier doit être mis dans cette convention d'investissement sur les solutions aux problèmes liés à la coexistence entre SCANTOGO-MINES SA et les populations de la zone minière notamment le dédommagement lors de l'installation des ouvrages et de l'expropriation des terres cultivables, le dédommagement des dégâts occasionnés par l'utilisation des explosifs par SCANTOGO-MINES SA, les conditions d'utilisation de la main d'oeuvre locale, les modalités de participation de SCANTOGO-MINES SA à l'amélioration des conditions de vie de la population (santé, scolarité etc.) et au développement socio-économique de la zone.

Art. 7 - La société SCANTOGO-MINES SA a l'obligation de satisfaire en priorité la demande du marché intérieur en clinker.

Art. 8 - La société SCANTOGO-MINES SA pourra entreprendre des travaux de recherche autour du périmètre de son permis dans le but de déterminer l'extension du gisement pour sa meilleure exploitation. Toutefois, elle devra obtenir une autorisation avant le début des recherches et ne pourra empiéter sur les domaines des autres exploitations minières voisines. Les résultats des recherches demeurent propriété de l'Etat.

Art. 9 - Pour le meilleur suivi de l'exploitation des réserves contenues dans le permis accordé, la société SCANTOGO-MINES SA est tenue de soumettre régulièrement, au ministre chargé des Mines, des rapports trimestriels et annuels, notamment sur le plan d'exploitation du gisement et la production de clinker.

Art. 10 - Conformément à l'article 8 du code minier, la société SCANTOGO-MINE SA devra, dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication du présent décret, soumettre au gouvernement un projet de convention d'investissement, pour la mise en oeuvre d'une usine de fabrication de clinker au Togo.

En cas de **défaillance**, le gouvernement **se réserve** le droit d'annuler le **présent permis** d'exploitation.

Art. 11 - Le **permis d'exploitation accordé** constitue un droit mobilier indivisible et non **amodiable**. Il est **cependant, cessible**, transmissible et susceptible **d'hypothèque** sous réserve d'une **autorisation préalable** du conseil des ministres.

Art. 12 - **Conformément à l'article 55** du code, l'**Etat togolais** prend une **participation gratuite** de dix pour cent (10 %) au capital de l'**usine** de fabrication de clinker. Une **autre** participation **supplémentaire payante** de vingt pour cent (20 %) au plus dans le capital sera **accordée** à l'**Etat** ou au secteur **privé togolais** à leur demande.

Les **modalités** de ces participations seront **précisées** dans la convention d'investissement.

Art. 13 - A défaut d'avancement satisfaisant des **travaux** dans un **déla**i de deux (2) ans, le gouvernement **se réserve** le droit d'annuler le **présent permis** d'exploitation.

Art. 14 - Le **ministre** des Mines et de l'**Energie** est **chargé** de l'exécution du **présent décret** qui sera **publié** au Journal **officiel** de la **République** togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Août 2009

Le **président** de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**  
Le Premier ministre

Gilbert **Fossoun HOUNGBO**

Le **ministre** des Mines et de l'**Energie**

**Dammipi NOUPOKOU**

**ARRETE N° 038 / 09 / MME / SG / DGMG / DRGM du 13 Août 2009 portant attribution d'un permis de recherche sur le diamant et minéraux associés à Adomi-Abra, Préfecture de Wawa, à la société « Idman Corporation ».**

**LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE,**

Sur proposition du **directeur général** des Mines et de la **Géologie**,

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003- 012/PR du 14 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le **décret** n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du **gouvernement** ;

Vu la demande en date du 22 juin 2009 de la **société « Idman Corporation »** pour solliciter un **permis** de recherche sur le diamant et minéraux **associés** à **Adomi-Abra**, préfecture de Wawa ;

Vu le **récépissé** n° 34003 en date du 29 juin 2009 du **versement** des droits **fixes** et des redevances **superficielles**,

ARRETE:

Article premier - Un **permis** de recherche sur le diamant et **minéraux associés** à Adomi-Abra, préfecture de Wawa, est **accordé** à la **société « Idman Corporation »**.

**Art. 2 - Conformément** au plan à l'échelle 1/200.000 ci-joint, les **parallèles** et les **méridiens définissant** chacun des **sommets** du **périmètre** du **permis** sont :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie Km <sup>2</sup>
A	0°52'	7°40'	176.52
B	0°50'	7°40'	
C	0°50'	7°26'	
D	0°40'	7°26'	
E	0°40'	7°24'	
F	0°52'	7°24'	

Art. 3 - Les sommets de ce **périmètre** devront **être** matérialisés sur le sol par des bornes en **maçonnerie** portant les inscriptions suivantes :

IC-AA, IC-AB, IC-AC, IC-AD, IC-AE, IC-AF.

La signification des inscriptions IC, A et (A, B, C, D, E, F) est la suivante :

**IC : « Idman Corporation » ; A : Adomi-Abra et (A, B, C, D, E, F) sommets du périmètre ainsi délimité.**

Art. 4 - Les **droits** fixes et les redevances superficielles par an **s'élèvent** respectivement à :

- trois cents mille (300.000) francs CFA pour la délivrance du **permis** et pour son renouvellement ;
  - deux mille **deux cent** cinquante (2.250) francs CFA km<sup>2</sup>
- Ces **frais** sont **payés** au **Trésor** public contre récépissé

Le taux des redevances superficielles est **augmenté** de cent pour cent (100 %) lors de chaque renouvellement.

La preuve du paiement des droits fixes et **des redevances** superficielles devra **être fournie** au **Directeur Général** des Mines et de la Géologie.

Les **frais d'instruction** des dossiers **s'élèvent à deux cent cinquante mille (250.000)** francs CFA payables à la direction **générale** des Mines et de la Géologie avant **l'instruction** du dossier.

Art. 5 - Le **permis** est accordé pour une durée de **trois (3) ans** à compter de la date de signature du présent **arrêté** et est renouvelable seulement deux (2) fois, chacune pour une **durée** de deux (2) ans.

A chaque renouvellement la **société « Idman Corporation »** devra renoncer à la moitié de la **superficie** couverte.

La demande de renouvellement devra **être présentée** au **moins** trois (03) mois avant **l'expiration** de la **période en cours**.

Au moment des renouvellements, « Idman Corporation » est tenue de payer de nouveau les **frais d'instructions**, les **droits** fixes et **les redevances superficielles**.

Art. 6 - Pendant la **durée** du **permis**, la **société « Idman Corporation »** est tenue d'effectuer les travaux de recherche, objet du présent **arrêté**, et de respecter le programme d'engagement de travaux et **dépenses** ayant **accompagné** la demande du **permis**.

Art. 7 - En application de l'article 16 du code minier, la **société « Idman Corporation »** est **prioritaire** pour l'obtention d'un **permis**

**d'exploitation** en cas de **découverte** d'un **gisement économiquement** exploitable dans le **périmètre** de son **permis**.

Art. 8 - « Idman Corporation » **évitera** au maximum tout impact **préjudiciable** à **l'environnement**, notamment la pollution de la **terre**, de **l'atmosphère**, des eaux et **le** dommage ou la destruction de la **flore et/ou** de la **faune**, conformément aux dispositions du code **minier** et du code de l'environnement ainsi que de **leurs textes** d'application.

Art. 9 - Le **permis** de recherche **n'est** ni **divisible**, ni **amodiable**, ni **transmissible**, ni susceptible de mise en **garantie** ; il est **cependant** cessible avec **l'accord préalable** du **ministre chargé** des Mines.

Art. 10 - « Idman Corporation » est tenue de **présenter** un rapport **trimestriel** de ses **activités** de Recherche au **directeur général** des Mines et de la Géologie.

Art. 11 - A **défaut** d'avancement satisfaisant **des travaux** de recherche dans un **délai** d'un (1) an, **le ministre** se **réserve** le droit de **retirer** le **permis**.

Art. 12 - Les **infractions** au code minier de la République togolaise impliquent les sanctions **prévues** à l'article 58 dudit code.

Art. 13 - Le présent **arrêté**, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera **publié** au **Journal** officiel de la République togolaise.

Art. 14 - Le **Directeur Général** des Mines et de la Géologie est **chargé** de l'application du **présent arrêté**.

Lomé le 13 Août 2009

Le ministre des Mines et de l'Energie  
**Dammipi NOUPOKOU**